

---

---

---

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

**ARRETE**

n° **991095** du **31 MAI 1999** prescrivant la constitution de Garanties Financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la Société SABLIERE DE SIERENTZ à SIERENTZ-GEISPITZEN aux lieux-dits "Stuecke, Scholl et Sandgrube"

*LE PREFET DU HAUT-RHIN*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 4-2 et 16-5 ;
  - VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment ses articles 18 et 23-3 à 23-7 ;
  - VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
  - VU** l'arrêté interministériel du 1er février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières ;
  - VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
  - VU** l'arrêté préfectoral n°931996 du 27 décembre 1993 autorisant la Société SABLIERE DE SIERENTZ à exploiter une carrière sur le territoire des communes de SIERENTZ et GEISPITZEN ;
  - VU** le dossier déposé en date du 23 octobre 1998, complété le 17 février 1999 par lequel la Société SABLIERE DE SIERENTZ a produit les éléments en vue de déterminer les garanties financières pour la carrière susvisée, et comportant notamment le plan des schémas prévisionnels d'exploitation et de remise en état ;
  - VU** les avis et proposition de l'inspection des installations classées du 20 avril 1999 ;
  - VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 5 mai 1999 ;
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires visant à préciser le montant des garanties financières et les modalités de mise en oeuvre ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*

**ARRETE****Article 1<sup>er</sup> :**

Ces dispositions se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs qui leur seraient contraires.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 931 996 du 27 décembre 1993 sont complétées par celles figurant aux articles ci-après.

**Article 2 : Montant des garanties financières**

La société Sablière de Sierentz produira, au plus tard le 14 juin 1999, pour la carrière située sur le territoire des communes de SIERENTZ et GEIPITZEN, des garanties financières fixées comme suit :

<u>Période</u>	<u>Montant des garanties (TTC)</u>
1 : année [ 14 juin 1999/ 27 décembre 2003 ]	1 931 200 Francs soit 294409,54 Euros

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la fin de la procédure définie à l'article 7 du présent arrêté.

**Article 3 : Actualisation du montant des garanties financières**

Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

**Cas des remises en état non coordonnées**

Lorsqu'une variation du rythme d'exploitation ou du rythme de remise en état conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour la période quinquennale suivante, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 4 : Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

.../...

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 5 : Appel aux garanties financières**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

**Article 6 : Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 7 : Levée des garanties financières**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

**Article 8 : Fin d'exploitation**

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. L'exploitant adresse au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation [un an dans le cas d'une exploitation sans remise en état coordonnée] une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

L'exploitant adresse six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments actualisés (cas d'une exploitation sans remise en état coordonnée).

**Article 9 : Remise en état**

La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

**Article 10 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **31 MAI 1999**

Le Préfet,


Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation

L'Archiviste des Archives départementales

  
Marie-Pierre EUZENOT

**Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi  
n° 76-663 du 19 juillet 1976)**

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification.